



Envoyé en préfecture le 28/03/2024

Reçu en préfecture le 28/03/2024

Publié le

ID : 056-215601626-20240325-DB20240314-DE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES SÉANCES

DE LA COMMUNE DE PLOEMEL

Convocation du
Mardi 19 mars 2024

Séance Publique du
Lundi 25 mars 2024

AUTORISATION DE SIGNER LA CHARTE POUR UNE LOGISTIQUE URBAINE ENGAGEE

Etaient présents :

Ronan LOAS, Armelle GEGOUSSE, Jean-Guillaume GOURLAIN, Patricia QUERO-RUEN, Christ PERRIEN, Pascaline ALNO, Claude ORVOINE, Claudie LE BIHAN, Cédric ORVOËN, Hélène BOLI Georges CORNEC, Marie-Christine LE NORMAND, Patrick GOUELLO, Liliane MARTEVILLE, Christ LAURENT, Martine LIEDOT, Pascal GUERIF, Jean-Luc SCIEUX, Isabelle GUSMINI, Anne-Valé RODRIGUES, Christine BARETTE, Ludovic JEGO, Marianne POULAIN, Mathieu GAUTHIER-LE PRI Laëtitia LAFFONT, Ludovic ILLIEN, Emmanuelle TROCADERO, Marie-Hélène HUCHET, Mic LE MESTRALLAN, Annie VERDES, Loïc TONNERRE.

Absents excusés ayant donné pouvoir :

Brigitte LE LIBOUX à Jean-Guillaume GOURLAIN, Antoine GOYER à Armelle GEGOUSSE.

Secrétaire de séance : Ludovic JEGO.

Présents : 3
Pouvoirs : 0
Absent : 0

AUTORISATION DE SIGNER LA CHARTE POUR UNE LOGISTIQUE URBAINE ENGAGEE

Rapporteur : Claude ORVOINE

Approuvé par délibération du Conseil communautaire du 17 décembre 2019, le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de Lorient Agglomération vise la neutralité carbone d'ici 2050. Un des principaux objectifs est de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre par habitant.

Dans le secteur des transports, cela se traduit par plusieurs approches dont l'optimisation de la logistique urbaine avec une approche durable. La logistique, même si elle ne représente que 15 à 20 % des flux, génère 50 % des émissions de particules fines du transport et un tiers des oxydes d'azote. D'ailleurs, elle génère de nombreux conflits d'usage en ville. Le transport de marchandise, et notamment la gestion du dernier kilomètre, est ainsi un levier majeur en vue d'améliorer la qualité de l'air, réduire les émissions de gaz à effet de serre, améliorer la sécurité, le cadre de vie de notre territoire et le développement économique.

La loi d'Orientation des Mobilités promulguée le 24 décembre 2019 renforce l'intervention des Autorités Organisatrices de la Mobilité dans les champs de la logistique. Lorient Agglomération est ainsi compétente pour « organiser ou contribuer au développement des services de transport de marchandises et de logistique urbaine, en cas d'inexistence, d'insuffisance ou d'inadéquation de l'offre privée, afin de réduire la congestion urbaine ainsi que les pollutions et les nuisances affectant l'environnement ».

Dans ce contexte, le Conseil communautaire a décidé par délibération du 12 octobre 2021 d'engager l'agglomération dans le programme Innovations Territoriales et Logistique Urbaine Durable (InterLU). Ainsi, Lorient Agglomération met en place des espaces de dialogue entre acteurs publics et économiques de la logistique urbaine durable et formalise cette démarche partenariale dans la charte assortie d'un plan d'action opérationnel.

Les sept communes urbaines de Lorient Agglomération, à savoir Lorient, Lanester, Hennebont, Quéven, Caudan, Ploemeur et Larmor-Plage ont été associées au projet de Logistique Urbaine Durable de Lorient Agglomération (LODULA). Un Comité de pilotage a été mis en place en juin 2022, regroupant les vice-Présidents de Lorient Agglomération et les élus des communes, ces dernières étant essentielles au bon déroulement du projet au regard de leurs compétences.

Un diagnostic de la logistique urbaine durable mené entre juin 2022 et janvier 2023 (étude Logistique ELV Mobilités), ainsi qu'un travail de concertation avec les acteurs privés et publics, ont permis de faire émerger des actions pour améliorer le fonctionnement de la logistique urbaine sur le territoire. Ce comité de pilotage, organisé en mai 2023, a permis de prioriser le programme d'actions.

La présente délibération vise à approuver l'engagement de la commune dans la charte de logistique urbaine durable de Lorient Agglomération et son plan d'action. Des actions spécifiques sont en effet co-pilotées par les communes.

Les enjeux de ce plan d'action sont multiples :

Environnementaux et énergétiques : promouvoir les modes de transport de marchandise décarbonatés (énergies alternatives, vélo-cargo, ...) afin d'améliorer la qualité de l'air et réduire le bilan carbone des filières ;

Cadre de vie en centre villes : améliorer l'aménagement des centres urbains via des équipements adaptés afin de réduire la congestion, l'accidentologie et le stress lié aux arrêts en pleine voie pour les véhicules de livraison, travailler sur les externalités négatives liées aux livraisons pour les riverains (bruit, utilisation des trottoirs, ...) ;

Urbains : intégration de la fonction logistique dans les documents réglementaires, planification
besoin en foncier lié à la logistique du dernier kilomètre, dans un contexte de pression foncière
milieu urbain ;

Economiques : le dernier kilomètre représente en moyenne 1% de la distance parcourue mais 25%
coût du transport de marchandises ;

Sociaux : les conditions de travail des chauffeurs-livreurs sont impactées par divers aléas routiers
lors du déchargement sur la voie publique, qui peuvent entraîner des accidents du travail, notamment
liés à la manutention de charges lourdes.

Un des objectifs de la charte est d'organiser une concertation régulière avec les acteurs privés sur
sujet de la logistique urbaine, toute filière économique confondue. Par ailleurs, l'optimisation de
logistique implique un engagement important de l'ensemble des acteurs de la démarche :

- L'agglomération et les communes au regard de leurs compétences respectives
développement de services de transport de marchandises, mobilité, développement
économique pour la première ; voirie et gestion de l'espace public, urbanisme pour
secondes ;
- Les agences, organismes de services publics et chambres consulaires en lien avec
l'accompagnement des acteurs privés ou publics qu'ils proposent ;
- Les entreprises locales et les représentants de fédérations professionnelles directement
concernées par le déploiement de leur activité sur le territoire.

Une gouvernance adaptée est proposée dans le cadre de cette charte, avec notamment :

- Le maintien du comité de pilotage ;
- La création d'un Comité des signataires regroupant l'ensemble des participants signataires
de la charte ;
- Des comités thématiques semestriels ayant vocation à faire intervenir des experts sur certaines
problématiques données ;
- Des réunions proposées pour chaque action par des pilotes d'action.

Le plan d'action est composé de 13 actions dont 10 pour lesquelles la commune de Ploemeur
impliquée :

- La prise en compte des livraisons dans les projets de piétonnisation
- L'amélioration de l'offre en aires de livraisons et leur contrôle
- La réglementation municipale sur les livraisons (circulation, stationnement)
- L'amélioration de la logistique de chantier dans le tissu urbain dense
- L'utilisation de l'outil numérique pour mieux informer les professionnels sur les travaux
- L'étude de l'opportunité de créer des Espaces de Logistique de Proximité
- L'adaptation des infrastructures et services à la cyclologistique
- L'intégration de la logistique dans les bâtiments neufs via la réglementation (PLU notamment)
- L'insertion de clauses environnementales sur la logistique dans les achats

Ce plan d'action se veut opérationnel avec une majorité d'actions identifiées à réaliser sous 2 ans, a
d'amener les acteurs privés et publics à s'impliquer dans la démarche. Il est par ailleurs transversal
avec des liens renforcés avec les communes du projet dont les compétences en matière de voirie et

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5216-5 et son article
L. 2224-37,

Vu le Code des transports,

Vu la loi des Mobilités promulguée le 24 décembre 2019,

Vu le Projet de territoire de Lorient Agglomération,

Vu le Plan Climat Air Energie du Territorial en date du 17 décembre 2019,

Vu le Plan de Déplacement Urbain de Lorient Agglomération

Vu la délibération du Conseil communautaire de Lorient Agglomération en date du 12 octobre 2021

Vu la délibération du Conseil communautaire de Lorient Agglomération en date du 12 décembre 2021

Vu la charte de logistique urbaine annexée à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission « Travaux, urbanisme, développement durable, commerce, emploi et insertion, handicap, tourisme » du 13 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission « Finance, ressources humaines, agglomération » du 14 mars 2024 ;

Vu le rapport présenté en séance du Conseil municipal ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** l'engagement de la Ville de Ploemeur pour une logistique urbaine durable formalisé dans la charte annexée.
- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer la charte sur la logistique urbaine durable Lorient Agglomération.

Délibération adoptée à la MAJORITE – 1 CONTRE (Loïc TONNERRE)

